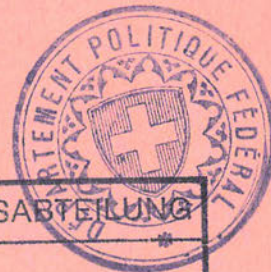


20. Nov. 1975 14 05



p a r i s 19.11.75 17.00h cabl

c o n f i d e n t i e l

m. Le president de La confederation
 m. Le conseiller federal chevallaz
 m. L'ambassadeur jolles

chasse a rambouillet

E.V.D. HANDELSABTEILUNG

No.

GATT

EE 757.3.06

20 NOV. 1975

Ly

K. Lo an

L/ Ya/R Ly Gi Ri/ Dag C/Ri B

Le president de La republique avait invite hier les quelques chefs de mission qui chassent a venir passer la journee a rambouillet. outre le secretaire d'etat aux affaires etrangeres et le secretaire general du quai, figuraient parmi les invites les ambassadeurs d'au-triche, de belgique, du japon, de rfa, du ru, de tunisie et d'urss.

tres detendu, le president n'a pas evoque de problemes politiques, mais, en revanche, s'est montre tres satisfait des resultats du som-met de rambouillet, termine la veille.

alors que pendant le repas vge n'avait aborde que des sujets histo-riques et litteraires, brusquement, entre la poire et le fromage, se tournant vers moi, qui etais a sa droite, il m'a parle en aparte du probleme du serpent. rappelant la position de la france et les raisons pour lesquelles elle voyait des dangers a notre entree dans cet o r g a n i s m e c o m m u n a u t a i r e , insistant sur la crainte qu'elle ne tire les monnaies vers le haut ensuite de mouvements de capitaux et de l'evasion fiscale. bref, en tout autant de termes, ce que m. fourcade avait expose a bruxelles. en m'in-spirant de ce que le chef du departement des finances lui avait re-

./.

original envoye a: - president confederation

copie envoyee a: - conseiller federal chevallaz
 - ambassadeur jolles

e 4 2 6 8 - - Landgraf, adm. fed. finances

20.11.75 1130h. -tlo-

-2-

torque, j'ai souligne en substance que pour nous le probleme etait purement monetaire et que nous ne voyions aucune raison d'y meler d'autres questions, celles-ci pouvant d'ailleurs faire l'objet de consultations dans d'autres enceintes. j'ai ajoute qu'il n'etait pas question que certains aspects que critiquaient la france soient negociables. il a fait remarquer que ce que craignait la france et les mesures qu'elle souhaitait que nous prenions l'etait egalement dans notre interet. je lui ai rappele les serieuses mesures que nous avions deja prises. j'ai marque les regrets que nous eprouvions de la position francaise, d'autant plus que, d'une maniere generale, nous avions sur bien des problemes monetaires les memes conceptions, ainsi l'interet de constituer un bloc de monnaies europeennes solide, la meme optique a l'egard du probleme du dollar, ainsi que celui de l'or. il l'a admis. le president a encore laisse entendre qu'il lui semblait qu'une modification de notre attitude etait survenue et il a fait une allusion a nos banquiers. je lui ai retorque que notre position a l'egard du serpent etait parfaitement claire. j'ai insiste encore sur le fait que nous n'estimions pas que notre association a cet organisme comporte des negociations autres que de techniques monetaires.

il a aussi evoque sans y insister un arrangement eventuel entre la bundesbank et la banque nationale qui, evidemment ne saurait remplacer le serpent.

je n'ai pas pu determiner si et dans quelle mesure la france pourrait inflechir sa position a notre egard. mon impression est que l'attitude francaise ne s'est pas encore modifiee a ce stade.

toujours dans le meme contexte, vge a fait valoir que le probleme du dollar avait ete evoque a rambouillet. en vue d'identifier les mouvements erratiques des changes, une entente est intervenue aux termes de laquelle chaque jour les banques centrales se concerteront, chaque semaine ce sera le tour des hauts fonctionnaires des ministeres des finances et tous les mois celui de leurs ministres.

il n'etait pas possible d'approfondir plus avant cet echange de propos a batons rompus, le dejeuner tirant a sa fin.

./.

-3-

toujours au cours de cette journée, j'ai appris par mon collègue anglais que son pays maintenait son desir de participer a part entiere a la conference nord-sud, s'agissant pour elle d'un probleme de politique interieure. sur ce meme point, le secretaire d'etat aux affaires etrangeres, a qui je rappelai encore tout l'interet que nous portions a avoir un siege a la conference sur l'energie, m'a laisse entendre que la suisse aurait probablement l'agrement de la france (ce que mon collègue autrichien a egalement appris plus nettement du directeur des affaires economiques au quai), mais que l'ensemble du probleme dependait de la position adoptee par Londres. dupont.

ambasuisse